

L'altermondialisme dans ses limites : retour sur la trajectoire d'une mouvance (1998-2024)

Matari Pierre et Alexis Saludjian

Introduction¹

Les interrogations et défis auxquels fait face l'altermondialisme, dès sa naissance, renvoient à la nature de cette mouvance : lieu de convergence de luttes sociopolitiques et de courants de pensée critique de la gauche *groggy* des années 1990. Le dénominateur commun est la critique du néolibéralisme et de la mondialisation « heureuse » que célèbre la « nouvelle vulgate planétaire »². Près d'un quart de siècle après la célébration du premier Forum social mondial (FSM) à Porto Alegre, alors que les contradictions du capitalisme s'aiguisent tant sur plan social qu'écologique et qu'éclatent des déflagrations guerrières, qu'en est-il de l'altermondialisme ? Pour répondre à cette interrogation nous revenons sur le contexte de la formation de cette mouvance (1) afin de décrire sa composition (2) et observer sa trajectoire accidentée, au prisme de la « vague rose » latino-américaine (3). Finalement, nous esquissons un bilan de l'actualisation de l'altermondialisme une décennie après la grande récession (4).

1. De la « mondialisation heureuse » à l'altermondialisme

Saisissons les contours de l'altermondialisme à partir des conditions de son surgissement : les années 1990, cette longue décennie qui, entre la chute du Mur de Berlin et les attentats du 11 septembre 2001, alimente les illusions et palabres sur « la fin de l'histoire ». Sur le plan économique, la libre circulation des marchandises et des capitaux et son corrélat, la diminution des coûts de la main-d'œuvre, sont décrétées horizons indépassables des politiques publiques. Au Nord, au même moment que le Traité de Maastricht oriente durablement la construction de l'Union européenne autour du libéralisme et dresse des limites aux politiques social-démocrates de la post-guerre, aux États-Unis, les élections de 1992 signent *l'aggiornamento* du parti démocrate : toute référence, mêmes lointaine, à l'interventionnisme hérité du New Deal, est remplacée par un libéralisme pragmatique qui s'inspire des *reaganomics*. Sur le plan géopolitique, l'implosion de l'URSS et la guerre du Golfe marquent l'assurance de la superpuissance américaine dans un monde trop vite caractérisé d'unipolaire.

Mais c'est au Sud que vont se faire entendre les premières contestations à ce nouvel ordre économique et géopolitique international. Notamment en Amérique Latine, où, sous la pression de la crise de la dette des années 1980, les mesures de libéralisation se font particulièrement sentir :

1 Initialement sollicité par la revue *Les Possibles* pour écrire le texte sur ce sujet, Pierre Salama, nous a indiqués pour le faire. Nous profitons de cet article pour lui rendre hommage. Voir [celui sur le site d'Attac](#).

2 Pierre Bourdieu et Loïc Wacquant « La nouvelle vulgate planétaire », *Le Monde diplomatique*, mai 2000.

adoption des Plans d'ajustement structurel (PAS) et du consensus de Washington dans le sillage des négociations sur la résolution de la crise de la dette (Plan Brady) ; appui à de jeunes technocraties, formées dans les universités de l'establishment américain et conquises aux principes du néolibéralisme, qui mettent fin aux pratiques étatiques du développementisme de la seconde moitié du XX^e siècle et à la « macroéconomie du populisme »³. Ce tournant économique va de pair, sur le plan politique, avec une actualisation de la diplomatie nord-américaine qui dorénavant allie appui aux processus de « transition » à la démocratie libérale et politique du gros bâton : intervention militaire au Panama (1989), coups d'État en Haïti (1991 et 2004), renforcement de l'embargo contre Cuba avec les lois Torricelli et Helms-Burton (1992 et 1996), coup d'État avorté au Venezuela (2002), etc.

L'altermondialisme naît sous la forme de protestations contre les conditions d'accumulation et formes d'oppressions de cette nouvelle phase du capitalisme. Le terme est forgé pour dépasser les accusations faites aux mouvements de résistance de s'opposer au principe même d'une mondialisation (*globalofóbicos* ainsi que le répètera Ernesto Zedillo, ancien président mexicain et chantre du libéralisme des années 1990). Contraction du slogan « un autre monde est possible », l'altermondialisme vise ainsi, moins que la mondialisation elle-même, que son contenu marchand et financiarisé.

II. Composition de l'altermondialisme

La critique économique altermondialiste se structure pour l'essentiel autour de deux points. Elle vise d'abord les libéralisations commerciales entre la fin de l'Uruguay Round et la création de l'OMC en 1995 : multiplication de traités instaurant des zones de libre-échange, à l'instar de l'ALENA signé entre le Canada, les États-Unis et le Mexique, et signature à Miami en 1994 d'un projet de création d'une zone de libre échange des Amériques (ZLEA). Elle vise ensuite la critique de la libéralisation des transactions financières. Avec l'enlisement de l'OMC à la suite du fiasco du cycle de Doha (2001), c'est d'ailleurs la critique de la finance qui deviendra l'objet privilégié du réquisitoire économique altermondialiste. Elle constitue un point de rencontre entre la critique marxiste, postkeynésienne mais aussi de la théorie de la dépendance. Se côtoient ainsi, revendication d'une taxe sur les transactions spéculatives, dénonciations de la dette extérieure du tiers monde ou encore du rôle des institutions financières internationales (IFI) dans l'orientation des politiques publiques. En ce sens, l'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (Attac), créée en 1998, deviendra l'un des principaux viviers de la critique altermondialiste

³ Alan Greenspan, *Le temps des turbulences*, JC Lattès, Paris. 2007.

Les dénonciations des représentations apologétiques de la « mondialisation heureuse » permettent de riches échanges et collaborations entre des organisations du Sud et du Nord autour de problématiques spécifiques. C'est le cas, bien entendu, de la question de la dette du tiers monde entre Jubilé sud (né en 1999) et du Comité d'annulation de la dette du tiers monde (CADTM) fondé en 1990 et basé à Bruxelles (renommé depuis Comité pour l'abolition des dettes illégitimes). Ou encore, de la question agraire et, plus spécifiquement, du productivisme de l'agrobusiness, la souveraineté alimentaire et la libéralisation des échanges dans l'agriculture : Mouvement des Sans terres (MST) au Brésil, Confédération paysanne en France, *Via Campesina*, etc.

Sur le plan social, l'altermondialisme entremêle des luttes qui prennent corps autour de la résistance à différentes formes d'oppression de classes et groupes subalternes, de luttes pour la reconnaissance d'identités culturelles, mais aussi de dénonciations des formes de prédation capitalistes de la nature : combats de paysans sans terres, de peuples indigènes opprimés (comme le mouvement zapatiste au Chiapas, égaré des premières années de l'altermondialisme), antiracismes, féminismes, luttes contre l'extractivisme des grands compagnies minières, revendications écologiques, etc.

Le début des années 2000 marquent un tournant dans l'histoire de l'altermondialisme, spécialement en Amérique Latine : célébration du premier FSM, marche des zapatistes du Chiapas à Mexico, adresse du sous-commandant Marcos de Mexico aux mères de la Place de mai à Buenos Aires à l'occasion du 25^e anniversaire du coup d'État de Videla en mars 2001, multiplication de consignes *dégagistes* en Argentine durant la crise de 2001, victoire électorale de Lula au Brésil en 2002, mise en échec de la concrétisation de la ZLEA au sommet de Mar de Plata en 2005 grâce à l'action des gouvernements du Venezuela, de l'Argentine et de l'Uruguay, popularisation de la consigne du « socialisme du XXI^e siècle » par Hugo Chavez au 5^e FSM en janvier 2005. Le FSM naît, lui-même, en 2001 sous la forme d'une réponse sociale à la mondialisation *économique et financière* que préconise le Forum économique mondial qui réunit annuellement à Davos les principaux représentants des bourgeoisies et des classes dirigeantes du monde. Les déclinaisons régionales du FSM surgissent dans la foulée de Porto Alegre : Forum social européen, Forum social asiatique (2003 en Inde), FSM à Nairobi en 2007, etc. Ces lieux deviennent des points de rencontres et des symboles forts de revendications. En dénonçant les coûts économiques et sociaux ainsi que les ravages humains et écologiques des libéralisations commerciales et financières, ces manifestations concourent au dévoilement des envers de la « mondialisation heureuse ». Leur impact tient autant aux contenus des discours, à leur rapide diffusion au début de la généralisation de l'usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication, qu'aux violentes répressions que subissent les manifestants (comme à Gênes en juillet 2001).

La courte décennie entre 1998 et 2007 – des manifestations anti-OMC à Gênes à la crise financière mondiale, en passant par la consolidation du FSM ou encore la participation aux manifestations planétaires contre l'intervention militaire américaine en Irak – marque l'ascension et l'apogée de l'altermondialisme. Source de sa force, cette diversité de mouvements sociaux et des courants politiques est également grosse des contradictions et limites de cette mouvance. Observons celles-ci sous deux angles : du point de vue des expériences des gouvernements de la « vague rose » en Amérique Latine; du point de vue de l'actualisation de la critique du libéralisme après la crise de 2007.

III. La vague rose latino-américaine et l'altermondialisme

L'Amérique latine offre un bon poste d'observation des métamorphoses de la gauche des années 1990. La crise de la dette de 1982 ouvre la voie à un triomphe des politiques néolibérales. C'est moins par le fer et le sang, comme dans le Chili des *Chicago boys* de Pinochet, mais par les urnes que s'installent, du Rio Grande à la terre de feu, des équipes technocratiques acquises au néolibéralisme. Toutefois le « désarmement de l'utopie », dont se réjouissent des intellectuels vite repentis de leur passé révolutionnaire, désigne davantage la désorientation idéologique des organisations de gauche, que la dynamique réelle de luttes de classes. Au contraire, les mouvements sociaux de l'Amérique latine des années 1990 se durcissent : oppositions aux PAS, résistances aux baisses des salaires, au démantèlement de droits sociaux et aux privatisations, révoltes paysannes et/ou de peuples indigènes, etc. C'est ainsi que la conjonction de crises économiques et politiques en cascade vont créer des conjonctures favorables, à la fin de la décennie, pour l'accession au pouvoir de différents mouvements ou coalitions de gauche.

En ce sens, la victoire de Hugo Chávez aux élections de 1998 au Venezuela, celle de Lula au Brésil en 2002, ou encore la consolidation du kirchnérisme en Argentine après 2003 marquent l'amorce d'une tendance qui sera bientôt désignée comme « vague rose » ou « cycle progressiste » dans la région. Au Venezuela, en Argentine et au Brésil, mais aussi en Equateur, en Uruguay, en Bolivie, au Salvador, plus brièvement au Paraguay et au Honduras, ces expériences sont soutenues directement ou indirectement par des mouvements et organisations de la mouvance altermondialiste.

Il s'agit moins ici de dresser un bilan de ces expériences, que de signaler leurs implications pour l'évolution de l'altermondialisme. En dépit de réformes législatives et d'assemblée constituantes qui se font échos de la reconnaissance du caractère « interculturel » ou « plurinational » des États (comme en Equateur et en Bolivie) et d'avancées en matière de politique sociale (luttes contre la misère, programmes sociaux ciblés, extension de la couverture de l'éducation publique dont l'université) à la faveur de la hausse des prix des matières premières tirée par la demande chinoise, les politiques

macroéconomiques (monétaire, fiscale et budgétaire) sont demeurées dans les limites du consensus de Washington. Mais quand bien même on les expliquerait exclusivement à partir des contraintes découlant de l'insertion de ces formations à l'économie mondiale, ces gestions macroéconomiques symbolisent les difficultés à proposer et construire des modèles alternatifs au néolibéralisme. C'est ainsi que la nécessité de justifier ces gestions attise des fissures entre les forces qui avaient convergé au sein de la mouvance altermondialiste. C'est ce que va montrer la multiplication de tensions au sein des mouvements sur lesquels s'appuyèrent les conquêtes du pouvoir d'État. Ainsi, par exemple, si Lula peut se targuer d'avoir sorti 36 millions de Brésiliens de la pauvreté, sa gestion macroéconomique, applaudie par le gotha de la finance mondiale, est fortement critiquée par la gauche du Parti ou encore par le [MST](#). Dans un autre contexte, au Salvador, économie dollarisée depuis 2001, les désillusions d'une décennie de gouvernements du FMLN (2009-2019) contribueront fortement au surgissement d'un bonapartisme *sui generis* en la personne de Nayib Bukele. D'une manière générale, on assiste à travers les expériences du cycle progressiste à des scissions qu'il serait trop facile de réduire exclusivement à de la surenchère gauchiste. Ces tensions se nouent autour des problématiques spécifiques comme la nécessité de réformes fiscales (dans une région où le ratio prélèvements obligatoires/PIB demeure la plus faible au monde et la composition des assiettes la plus régressive), la dé-dollarisation, mais aussi des revendications souverainistes, indigénistes ou anti-extractivistes. Elles contribuent à la prise de distance voire à des ruptures, comme dans l'Équateur de Rafael Correa lors de la controverse autour de l'exploitation de ressources pétrolière de l'Amazonie, entre certaines organisations avec les forces qui appuient les gouvernements progressistes.

Toutefois, ce zèle macroéconomique ne doit pas occulter les efforts volontaristes pour sortir des griffes de la finance mondiale. En effet, les gouvernements progressistes profitent, durant la première décennie, d'une conjoncture marquée par l'affaiblissement du pouvoir du FMI et de la BM. Conséquence de la gestion désastreuse des crises des pays émergents entre la fin des années 1990 et 2002 par le FMI de Anne Krueger ainsi que du scandale de népotisme qui conduit à la démission de Paul Wolfowitz de la direction de la Banque, l'affaiblissement du pouvoir des institutions financières internationales (IFI) est renforcé par le cycle haussier des matières premières. Celui-ci octroie des marges considérables aux gouvernements de la région (hausse de leurs excédents commerciaux et de leurs réserves de change). On assiste à une multiplication d'initiatives visant à remettre en cause la toute-puissance des IFI et ainsi rééquilibrer les rapports de force au sein de l'architecture financière mondiale. Tandis que le Venezuela se retire du FMI et de la BM, l'Équateur réduit considérablement la part du service de la dette dans le budget (38 % en 2006 à 11,8 % en 2010). Mais surtout, six pays – Venezuela, Brésil, Argentine, Équateur, Bolivie et Paraguay – proposent en 2007 la création d'une Banque du Sud, basée à Caracas, et dont la mission

serait de financer le développement régional et se passer, à terme, du dollar comme monnaie de règlement des échanges intra régionaux... Au-delà du succès mitigé des tentatives nationales de s'émanciper du FMI et de l'échec du projet de la Banque du Sud, ces initiatives se situent dans la droite ligne du principal, voire du seul, dénominateur commun des combats altermondialistes au Sud : l'opposition aux diktats des IFI.

Mais l'orthodoxie macroéconomique n'épuise pas l'explication de la fracturation de mouvements concourants durant la période ascendante de l'altermondialisme. Il faut encore souligner le rôle de certaines des crises de ces expériences et donc, avant tout, celles du Venezuela. La République bolivarienne du Venezuela n'occupe pas seulement une place centrale dans l'histoire politique latino-américaine de cette période. Le cas du chavisme est, pour le moins, doublement instructif. Rejoignant Cuba dans la résistance à l'impérialisme américain, le géant exportateur pétrolier déploie une ambitieuse diplomatie économique solidaire orientée vers une intégration régionale, posée comme alternative au ZLEA défait en 2005 : la création d'une Alliance Bolivarienne pour les Amériques (ALBA). Sur un plan plus politique, le Venezuela est le principal instigateur de l'organisation intergouvernementale UNASUR (Union des nations sud-américaines). Simultanément, sur le plan national, le Venezuela se lance dans l'édification d'un « socialisme du XXI^e siècle », formule plus mobilisatrice que porteuse d'un projet concret. Son échec économique cuisant, sous le quadruple effet d'un embargo commercial et financier, de sabotages internes, de planification hasardeuse et de gabegie administrative (en ce qui concerne surtout les investissements et les revenus de l'industrie pétrolière), suscite des divorces douloureux au sein des organisations de la gauche latino-américaine et de son intelligentsia. Plus encore, l'exacerbation de la crise vénézuélienne réveille, au sein de la gauche post-guerre froide, un vieil antagonisme de la gauche « guerre froide » : l'opposition entre ceux qui, privilégiant le combat anti-impérialiste, se rangent aux côtés du Venezuela et ceux qui concentrent leur attention sur les tendances dégénératives et les dérives autoritaires du régime chaviste sans Chavez. La pondération de ces deux éléments permet de situer le raidissement des positions qui s'affrontent sur la question vénézuélienne au sein de la gauche latino-américaine, notamment depuis l'aggravation de la crise politique entre la mort de Chavez et les dernières élections présidentielles de juillet 2024.

En somme, l'altermondialisme favorisa, dans l'Amérique latine du tournant du siècle, de puissantes mobilisations qui contribuèrent aux victoires des gouvernements de gauche. En revanche, l'épreuve du pouvoir favorisa un processus de décantation au sein des mouvements, organisations politiques et intellectuels liées à la mouvance altermondialiste. Comme le montrent de nombreuses études sur la vague rose⁴, cette décantation se matérialise dans la dynamique des classes sous-jacentes à ces expériences gouvernementales. Selon le cas et le moment de la vague

4 Voir Fabio L. B. dos Santos, *Uma história da onda progressista sul-americana*, Editoria Elefante, 2018.

rose, on assiste à un double phénomène : reflux des mobilisations populaires et ou éloignement des organisations de base de tout projet de transformation en profondeur ; scissions nourrissantes de mobilisations radicales et critiques des gestions gouvernementales. Mais au-delà des enseignements de cette vague rose, c'est au niveau de la critique du libéralisme après la grande récession qu'il faut saisir les déterminants plus profonds de l'évolution de l'altermondialisme.

IV. La post-grande récession et les limites des armes de la critique altermondialiste

En dévoilant les contradictions du capitalisme financiarisé, la crise de 2008 marque l'apogée de l'altermondialisme. Outre la financiarisation, des thèmes il y a encore peu plutôt confinés aux cercles économistes hétérodoxes s'imposent dans le débat public : la question des inégalités ; les menaces écologiques liées au réchauffement climatique ; la lutte contre l'évasion et l'optimisation fiscale⁵.

Mais la crise de 2008 marque aussi le début de l'essoufflement de la critique altermondialiste. Car, si elle n'a pas modifié les conditions et formes institutionnelles des régimes d'accumulation financiarisée, la crise a bouleversé, en revanche, les termes des controverses politiques et idéologiques autour du néolibéralisme. On assiste, entre la crise des *subprimes* et le début de la pandémie de la COVID 19 de 2020, à un abandon des représentations apologétiques de la mondialisation. Les représentants des *establishments* se bousculent pour critiquer les « excès » de la mondialisation, la spéculation, voir n'hésitent pas à déclarer « la finance » comme leur « ennemi » public... Se multiplient des discours réclamant l'installation de garde-fous de la circulation de marchandises et de capitaux. Par ruse de l'histoire, la montée diffuse d'un protectionnisme post-crise (notamment aux USA et en Europe), dans un contexte de stagnation relative du commerce international, semblent faire écho à certaines revendications altermondialistes lors des contre-sommets anti-OMC. À ceci près que ces mesures annoncent moins l'établissement de règles allant vers des échanges plus équitables, que le début d'une ère de guerres commerciales, voir de guerres tout court...Toujours au Nord, la sortie de la grande récession attise aussi des mobilisations politiques croissantes contre la désindustrialisation et la montée de différentes formes de souverainisme.

L'altermondialisme doit également faire face à ce qui fut l'une des sources principales de sa force : l'hétérogénéité des mouvements sociaux qui la composent. La coexistence de luttes variées et leur articulation interrogent la nature du sujet politique de cette mouvance. En outre, les modes d'organisation des espaces de rencontres entre ces mouvements diffèrent – aussi bien sur le plan horizontal que vertical – de ceux plus cohérents, bien que moins souples, des internationales

⁵ Paineira, J. P., & Saludjian, A. (2021). "Latin American international integration and global value chains : what changed after the 2008 global financial crisis". In *Capital Movements and Corporate Dominance in Latin America* (pp. 175-192). Edward Elgar Publishing.

communistes du siècle dernier. Ce fut d'ailleurs pour répondre à ces interrogations que Michael Hardt et Antonio Negri proposèrent assez tôt la notion de « multitude » dans une analyse iconoclaste des forces sociales antagonistes du capitalisme contemporain⁶. Ces interrogations sont d'autant plus pressantes que ces luttes et leurs modes de subjectivation posent d'importants défis quant à leur jonction. C'est ainsi que, de manière accélérée durant la décennie 2010, la redéfinition des luttes des groupes subalternes à partir des principes anglo-saxons de *identity politics* (notamment en ce qui touche les problématiques de genre, de féminisme ou d'antiracisme) pose des sérieux défis à la « convergence des luttes ». Cette tendance centrifuge ne concerne pas seulement l'articulation des luttes dans des espaces nationaux déterminés. Elle renvoie également aux rapports entre les luttes du Nord et celles du Sud. Par exemple, les traitements de la question migratoire – question dont les ressorts condensent les contradictions d'inégalité de développement et les crises politiques que charrie le capitalisme mondial, et dont l'exacerbation dramatique nourrit plus que jamais la montée de la xénophobie – butent sur le défi de la solidarité internationale des travailleurs et des peuples dans un combat altermondialiste voire anticapitaliste. Aujourd'hui, la question écologique, seule, semble offrir un large dénominateur commun à la nébuleuse altermondialiste.

Conclusion

L'altermondialisme a surgi comme un slogan politique qui permit d'éluder l'accusation de *globalophobe*, adressée à toute protestation contre le néolibéralisme triomphant des années 1990. Il a joué le rôle de parapluie abritant une variété de mouvements de résistance et de pensées critiques à la « mondialisation heureuse ». En contribuant aux mobilisations de masses contre les ravages des libéralisations commerciales et financières, l'altermondialisme atteint son apogée entre la constitution du FSM en 2001 et la crise de 2007. Simultanément, sa contribution aux mouvements sociaux sur lesquels va s'ériger la vague rose en Amérique latine, place les défis de la construction « d'autres mondes possibles » au cœur des controverses sur la portée de ces expériences gouvernementales. Trois aspects de ces expériences vont exacerber les tensions entre les forces qui convergeaient encore lors des premiers FSM : les controverses autour des gestions macroéconomiques ; les réformes de sociétés ; la question de la conservation démocratique du pouvoir d'État dans un contexte de redoublement de la pression impérialiste. Aujourd'hui, loin d'être close, cette vague rose semble retrouver un nouveau souffle : au Mexique, en Colombie, au Chili, au Brésil avec Lula III ou encore au Guatemala. Plus hétérogène et divisé que celui des décennies 2000 et 2010, ce second souffle est également challengé par une vague brune : la présidence de Jair Bolsonaro au Brésil, le succès relatif de la candidature de Kast au Chili et la victoire récente de Javier Milei, en Argentine. Soit autant de menaces qui pourraient, à court terme,

6 M. Hardt et A. Negri, *Multitude*, La Découverte, Paris, 2004.

contribuer à colmater quelques brèches entre forces progressistes. Chaudière de mouvements sociaux post-guerre froide, l'altermondialisme fait face, en même temps et plus structurellement, au défi de réunir des luttes hétérogènes. Ces difficultés se sont accentuées depuis la grande récession. Aujourd'hui la lisibilité et perspectives politiques du mouvement demeurent plus problématiques qu'à sa naissance.

Matari Pierre est chercheur en économie à l'Instituto de Investigaciones Sociales, UNAM, Mexico.

Alexis Saludjian est chercheur en économie à l'Instituto de Economia, UFRJ, Brésil.